



Des cartes aux trajectoires

Des territoires marqués par les difficultés sociales et écologiques

- 1- Le paysage alimentaire
- 2- La vulnérabilité alimentaire
- 3- Agriculture et environnement
- 4 - Les actions menées

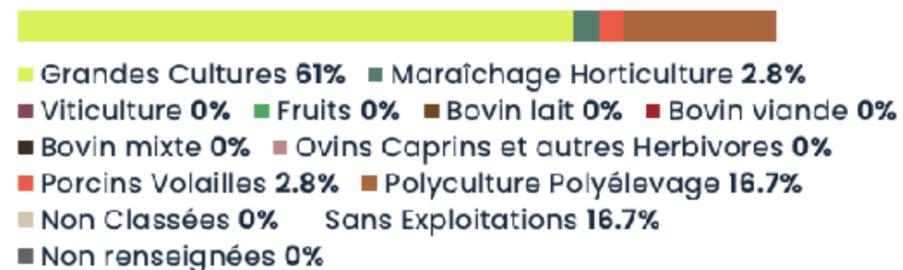
1. Le paysage alimentaire

Lens-Liévin

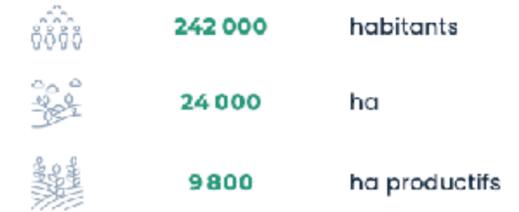
Sources : CRATER, les Greniers d'abondance

Le territoire **Communauté d'agglomération de Lens - Liévin** est composé de 36 communes. Il est peuplé de 242 000 habitants sur une surface de 24 000 hectares soit une densité de population de 1 000 hab/km² (= 9 fois la densité de la France métropolitaine).

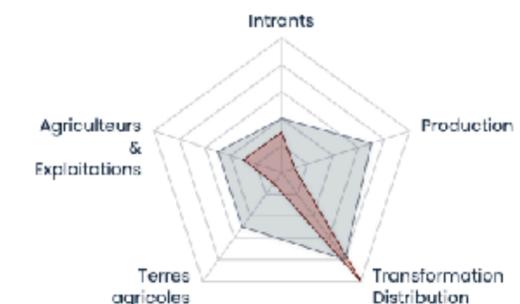
La spécialisation dominante de la production agricole dans le territoire est Grandes Cultures. Celle-ci est déterminée selon la répartition des spécialisations des communes appartenant au territoire (OTEX 5 postes partagée par une majorité de communes) :



Intercommunalité densément peuplée avec une part minoritaire de surface agricole et une spécialisation agricole dominante 'Grandes Cultures'.



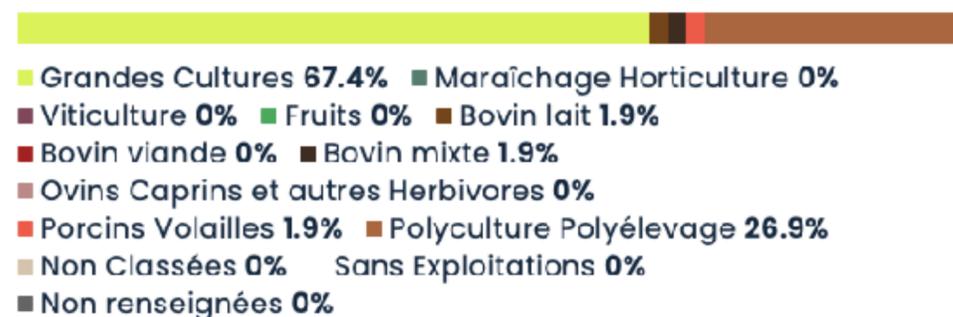
- 1/10** **TERRES AGRICOLES**
 La surface agricole par habitant **est trop faible** et l'objectif **Zéro Artificialisation n'a pas été atteint entre 2013 et 2018**.
- 3/10** **AGRICULTEURS & EXPLOITATIONS**
 Part d'actifs agricoles permanents **plus faible que la moyenne française** mais **stable**.
- 3/10** **INTRANTS**
 Dépendance **très marquée** à l'énergie et aux pesticides et **relativement faible** à l'eau d'irrigation.
- 1/10** **PRODUCTION**
 Production **nettement insuffisante** pour couvrir la consommation et pratiques agricoles **très préjudiciables** à la biodiversité.
- 10/10** **TRANSFORMATION & DISTRIBUTION**
4 % de la population est théoriquement dépendante de la voiture pour ses achats alimentaires.
- ⚠** **CONSOMMATION [A l'échelle 🇫🇷]**
 Régime alimentaire **riche et très carné** qui induit un **besoin important de surfaces agricoles**. Précarité alimentaire **importante et en hausse**.



Paysage alimentaire Du Pays du Calaisis

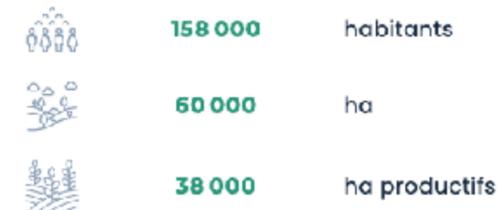
Le territoire **PAYS CALAISIS** est composé de 52 communes. Il est peuplé de 158 000 habitants sur une surface de 60 000 hectares soit une densité de population de 260 hab/km² (= 2,2 fois la densité de la France métropolitaine).

La spécialisation dominante de la production agricole dans le territoire est Grandes Cultures. Celle-ci est déterminée selon la répartition des spécialisations des communes appartenant au territoire (OTEX 5 postes partagée par une majorité de communes) :



Diagnostic du système alimentaire | PAYS CALAISIS

Pays / PETR densément peuplé avec une part majoritaire de surface agricole et une spécialisation agricole dominante 'Grandes Cultures'.



3/10 **TERRES AGRICOLES**
La surface agricole par habitant **peut convenir pour un régime alimentaire très végétal** mais l'objectif Zéro Artificialisation n'a pas été atteint entre 2013 et 2018.

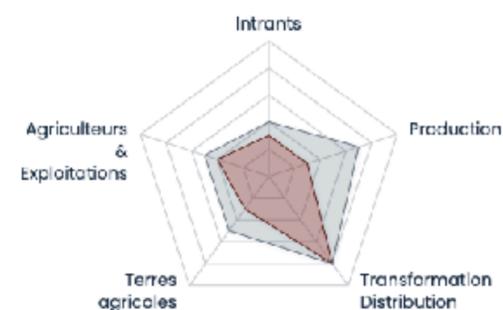
4/10 **AGRICULTEURS & EXPLOITATIONS**
Part d'actifs agricoles permanents **plus faible que la moyenne française** et en déclin.

3/10 **INTRANTS**
Dépendance **très marquée** à l'énergie et aux pesticides et **relativement faible** à l'eau d'irrigation.

3/10 **PRODUCTION**
Production **insuffisante** pour couvrir la consommation et pratiques agricoles **très préjudiciables** à la biodiversité.

8/10 **TRANSFORMATION & DISTRIBUTION**
24 % de la population est théoriquement dépendante de la voiture pour ses achats alimentaires.

CONSUMMATION [A l'échelle 🇫🇷]
Régime alimentaire **riche et très carné** qui induit un **besoin important de surfaces agricoles**. Précarité alimentaire importante et en hausse.



2- La vulnérabilité alimentaire

Présentation

Le diagnostic « OBSO—ALIM » repose sur 4 catégories de risque :

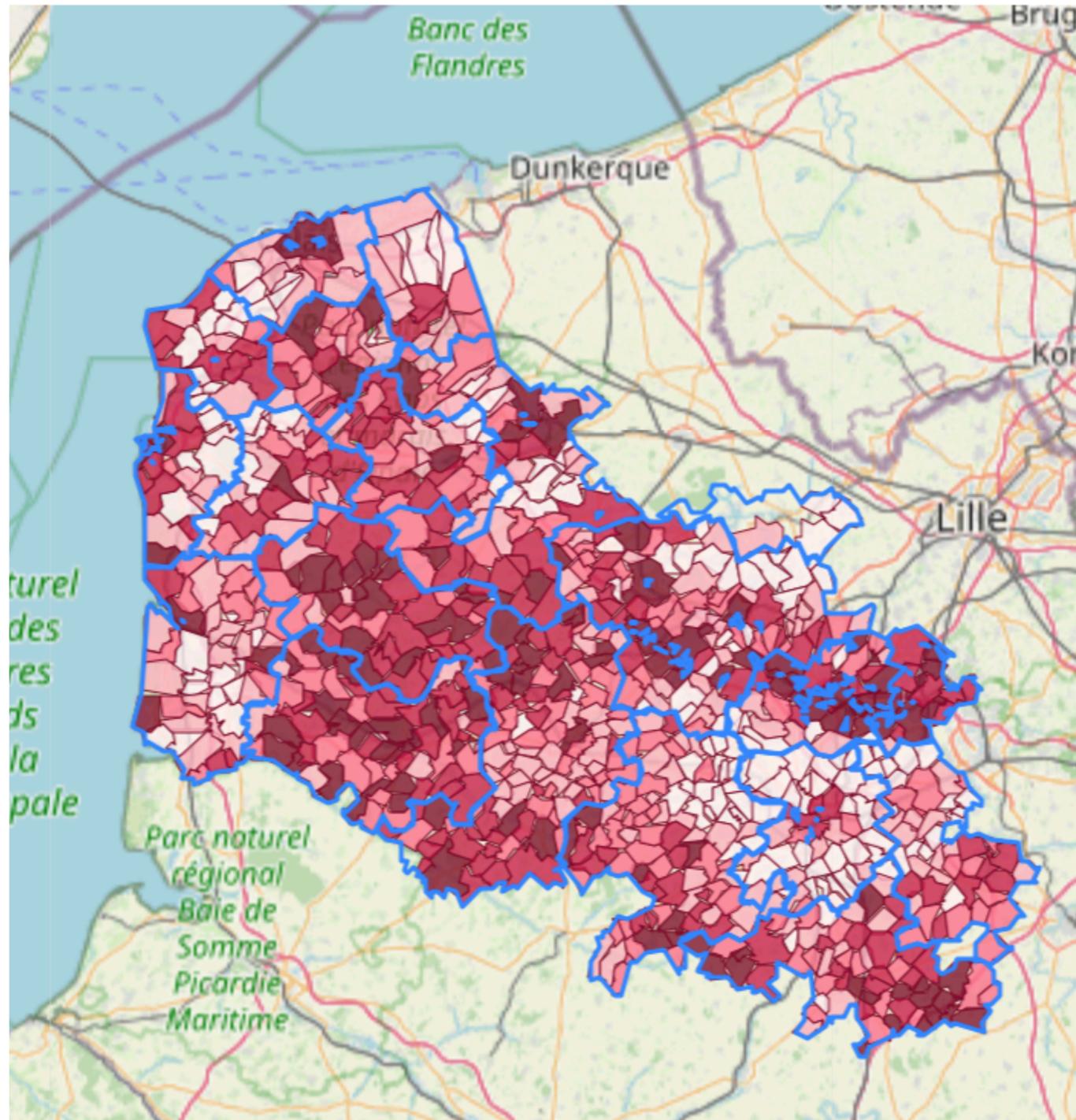
- les contraintes économiques des foyers ;
- l'isolement social ;
- un environnement alimentaire appauvri ;
- une information alimentaire insuffisante.

Ces 4 catégories sont détaillées dans le tableau ci-contre.

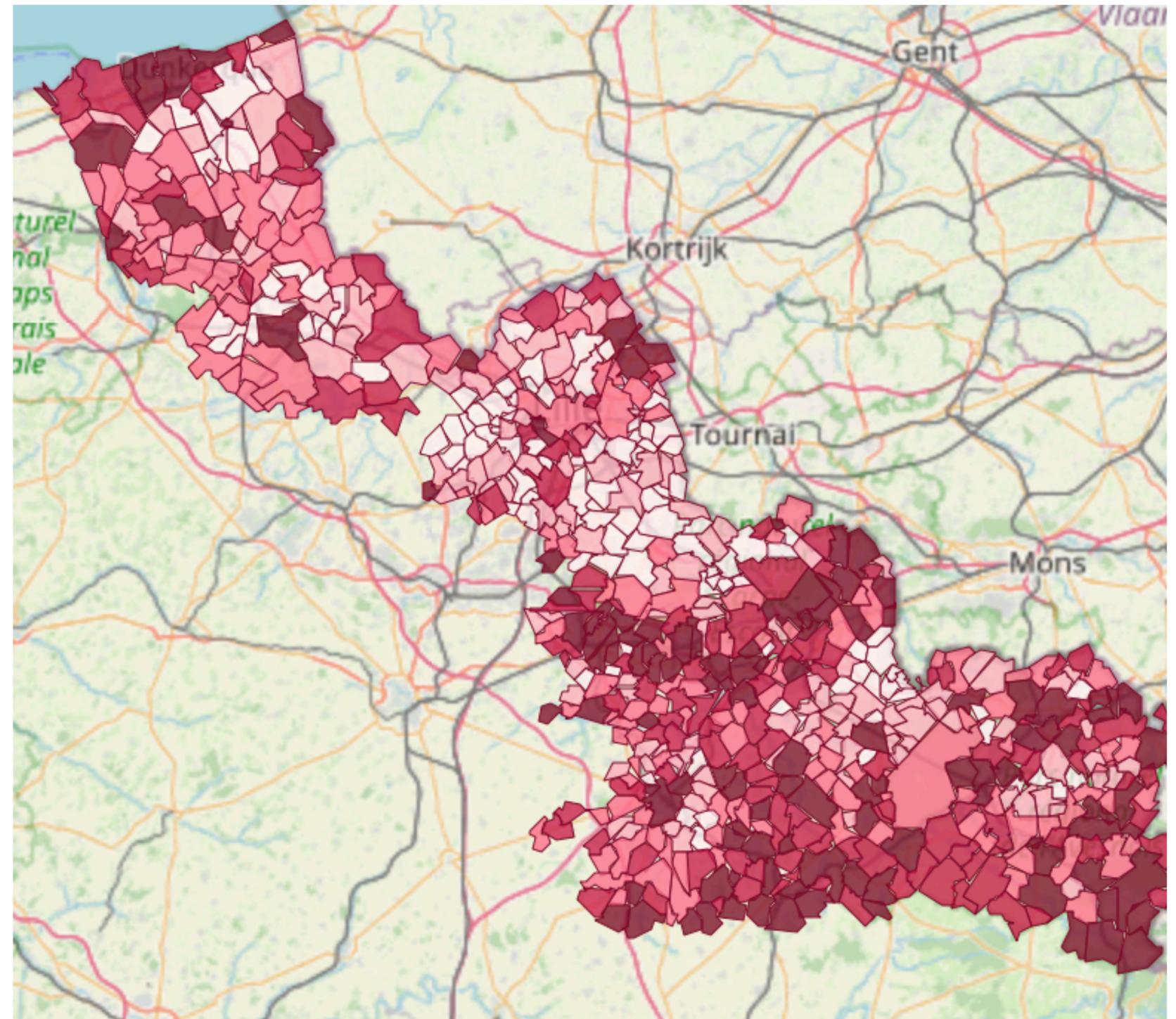
Leur association permet d'obtenir l'indice de précarité alimentaire de chaque commune.

Catégories de risques	Contrainte repérée dans la littérature	Indicateurs à l'échelle communale	Indicateurs à l'échelle IRIS
Contraintes économiques (en savoir plus)	Ressources économiques restreintes ne permettant pas de se procurer une alimentation choisie et de qualité	Médiane du revenu disponible par unité de conso. (€)	1er quartile du revenu disponible par unité de conso. (€)
Isolement social (en savoir plus)	Solitude, manque de soutien social et/ou exclusion sociale pouvant conduire à un appauvrissement alimentaire	Taux de chômage des 15-64 ans (%)	Taux de chômage des 15-64 ans (%)
		Part des ménages monoparentaux (%)	Part des ménages monoparentaux (%)
		Part des ménages de une personne (%)	Part des ménages de une personne (%)
		Part des jeunes non insérés	
Environnement alimentaire appauvri (en savoir plus)	Accès physique contraint à des lieux d'approvisionnement alimentaire	Part des plus de 75 ans (%)	Part des plus de 75 ans (%)
		Taux de non motorisation des ménages (%)	Densité de GMS pour 1000 habitants (magasins)
		Temps d'accès à la GMS la + proche (s)	Densité de supérettes et épiceries pour 1000 habitants (magasins)
Information alimentaire insuffisante (en savoir plus)	Manque d'informations et/ou de compétences pouvant limiter la qualité de l'alimentation	Score de diversité offre alimentaire (dont commerces spécialisés et restaurants)	
		Part des personnes non scolarisées de 15 ou plus titulaires au plus d'un brevet des collèges (%)	Part des personnes non scolarisées de 15 ou plus titulaires au plus d'un brevet des collèges (%)
		Accessibilité potentielle localisée à l'offre de soins	Densité de l'offre de conseils en alimentation santé et nutrition (généralistes, diététiciens, centres de santé) pour 1000 habitants

Pas-de-Calais



Nord



Plus la zone est rouge, plus l'indice de précarité alimentaire est important. Le littoral et le bassin minier sont particulièrement affectés.

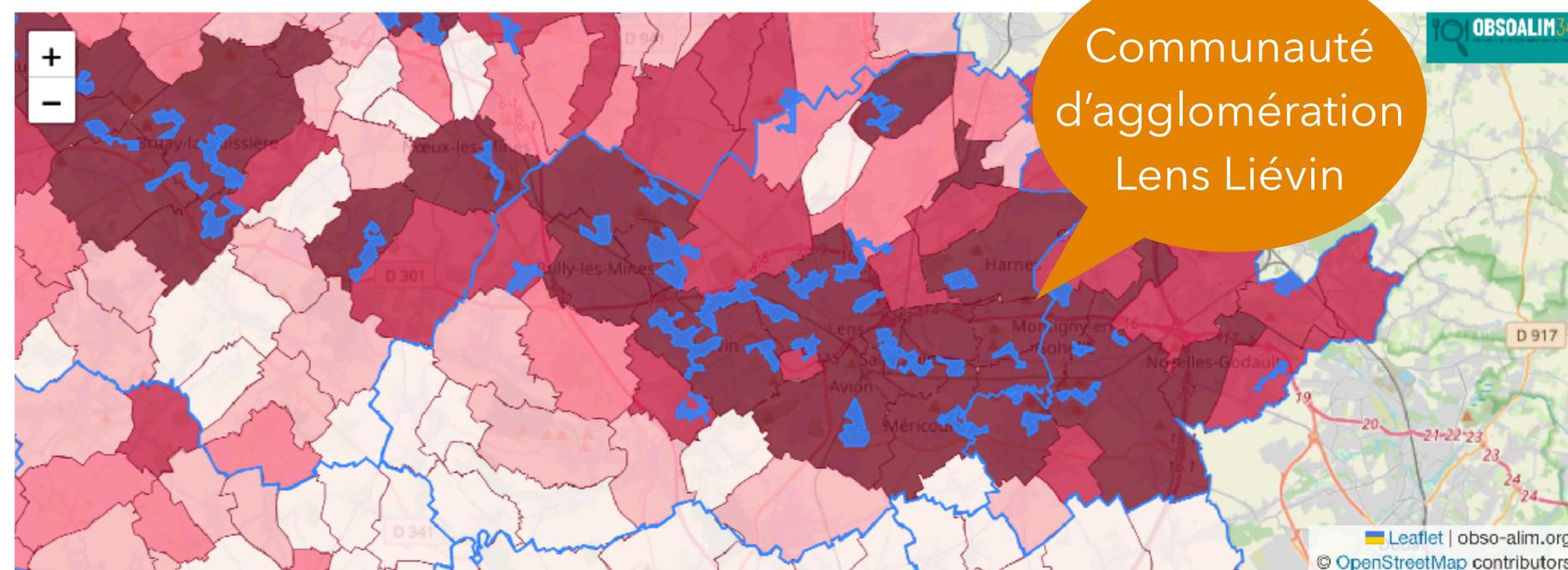
Zoom sur Lens-Liévin

Le territoire, par ailleurs doté de nombreux QPV, voit les deux tiers de ses communes affectés par le plus haut niveau de risque de précarité alimentaire. Cette position justifie des efforts accrus et soutenus de protection des plus fragiles

Cartographie des risques de la précarité alimentaire lié à un cumul de facteurs de risque dans les communes du Pas-de-Calais

Indicateur considéré : Indicateur agrégé

Echelle de référence pour la comparaison : Pas-de-Calais (62) (en savoir plus sur la méthode)



Niveau de risque de précarité alimentaire

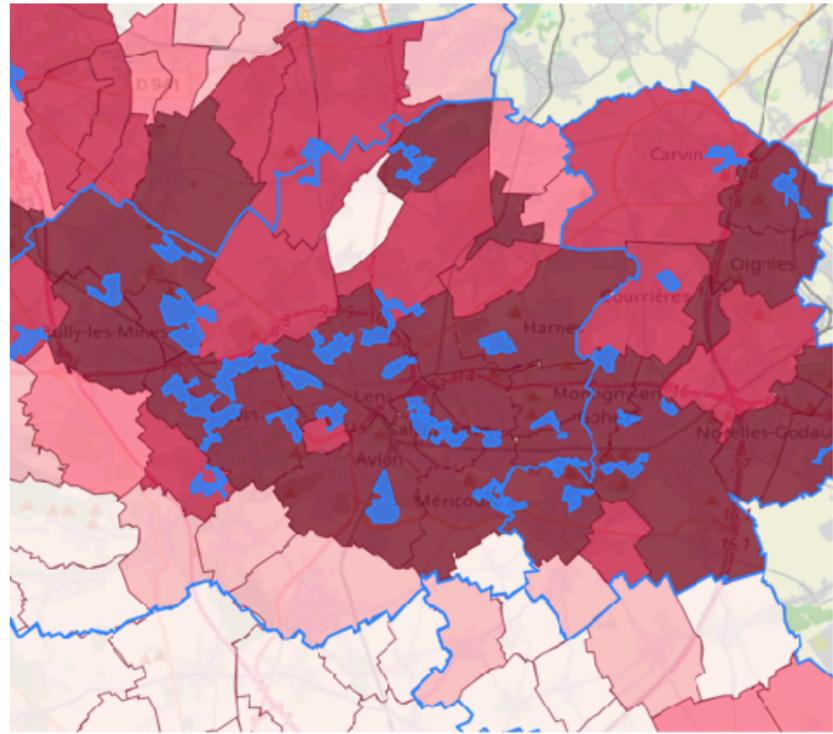


Exportez la carte

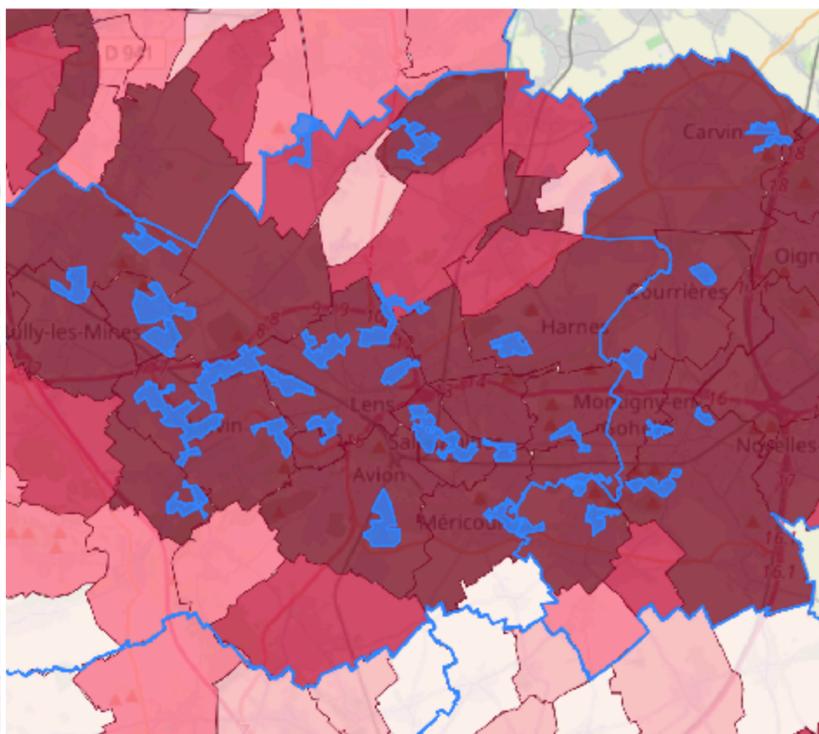
> Interprétez la carte

Détail des catégories de risque Lens-Liévin

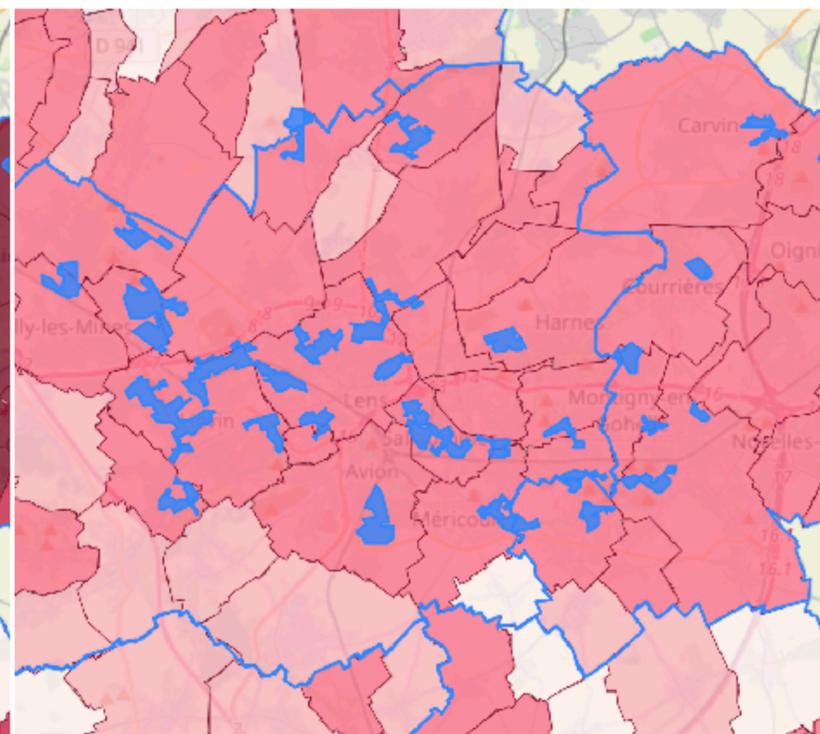
Les contraintes économiques



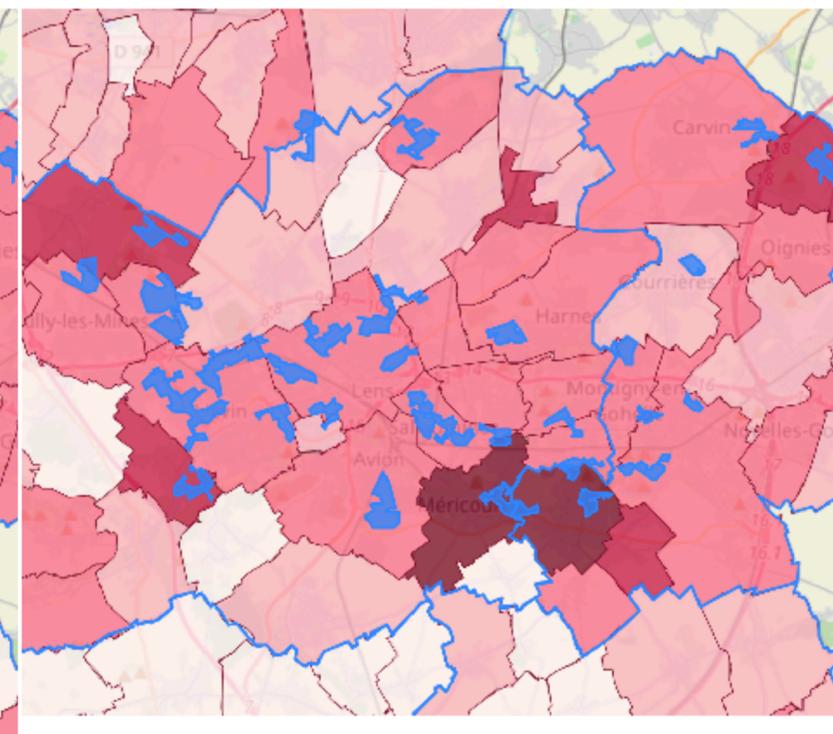
L'isolement social



Environnement alimentaire



Information alimentaire



Dans cette agglomération, ce sont les contraintes économiques et l'isolement social qui placent la population dans une situation particulièrement problématique, qui justifie des moyens conséquents et soutenus.

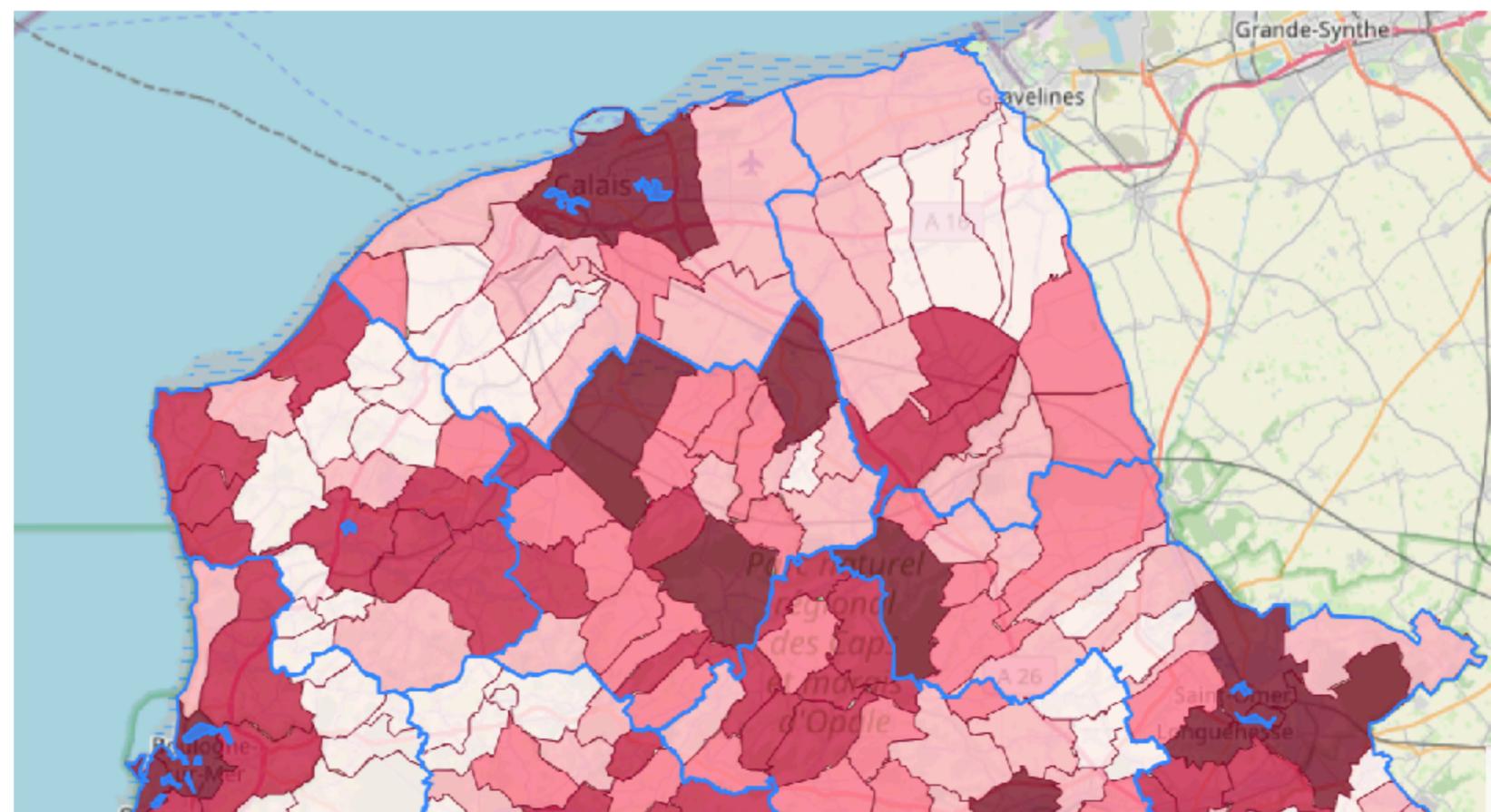
Zoom sur le Pays du Calaisis

Les risques sont réels mais diffus. On sent la nécessité d'une approche favorable à l'« aller vers ».
Le travail de terrain doit en tenir compte.

risques de la précarité alimentaire lié à un cumul de facteurs de risque dans le Pas-de-Calais

Indicateur considéré : Indicateur agrégé

Echelle de référence pour la comparaison : Pas-de-Calais (62) ([en savoir plus sur la méthode de calcul](#))



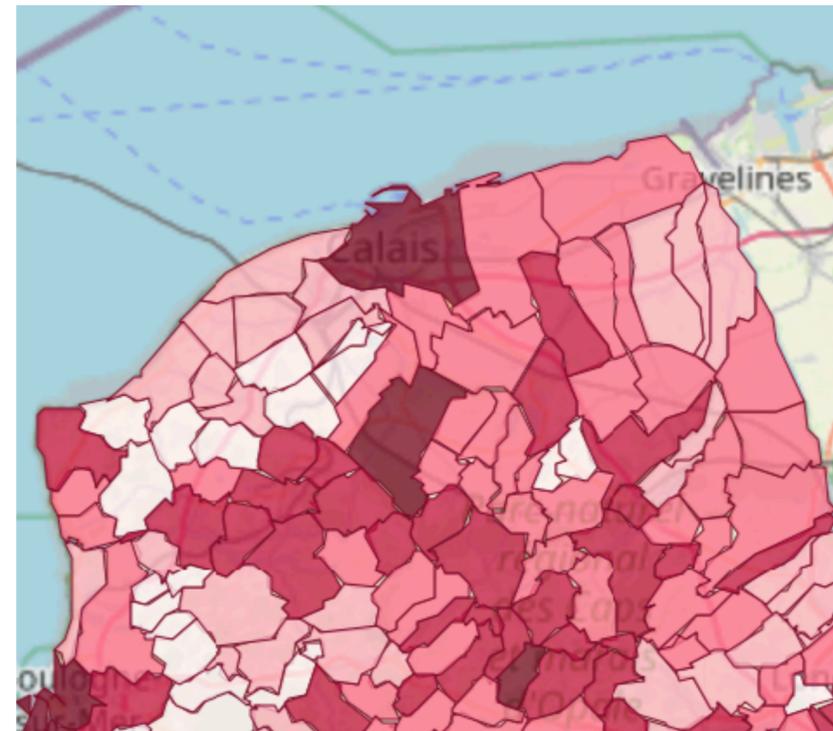
Précarité alimentaire



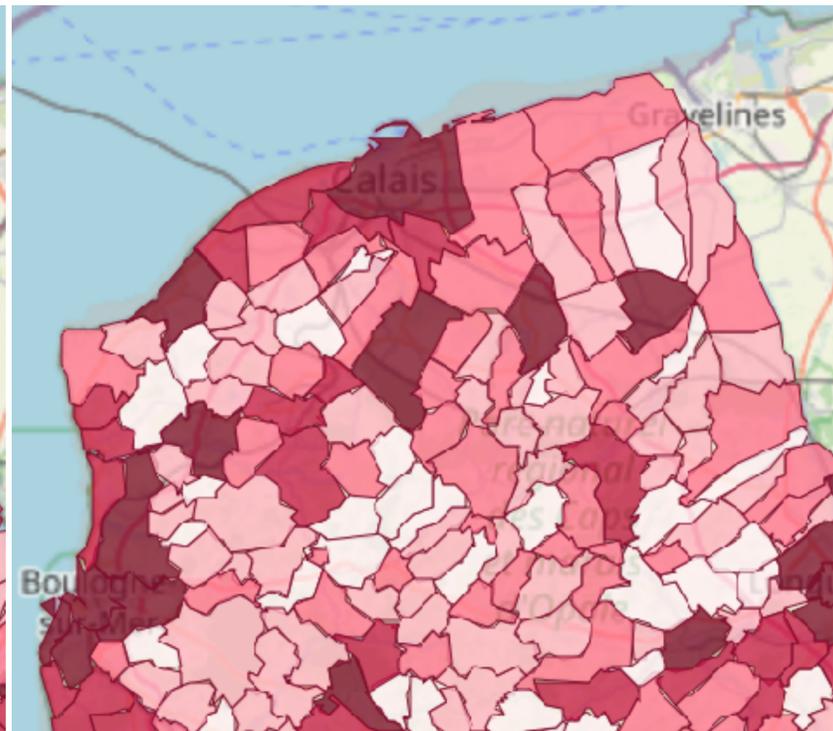
Exportez la carte

Détail des catégories de risque Pays-du-Calais

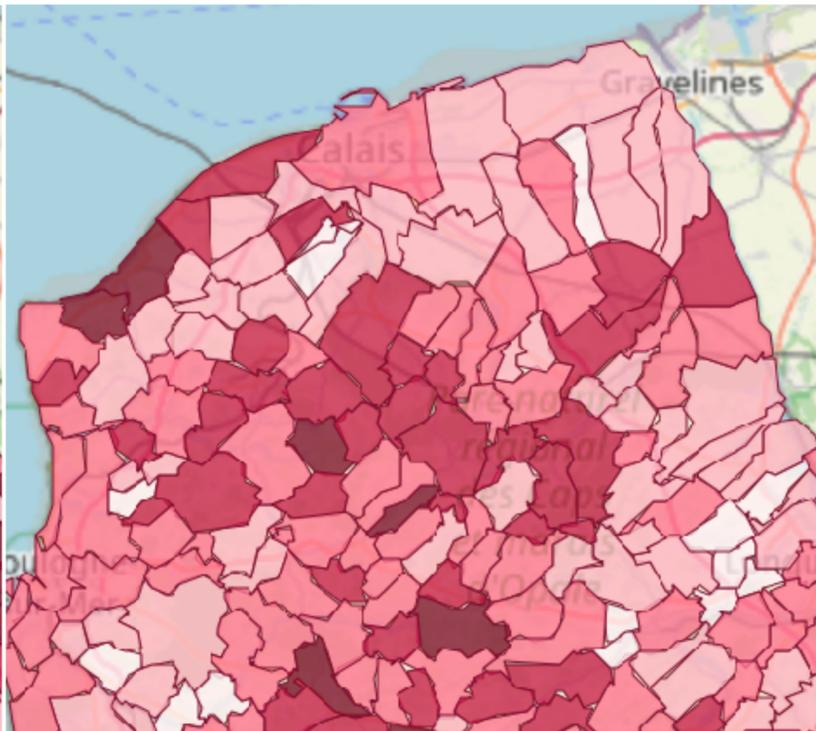
Les contraintes économiques



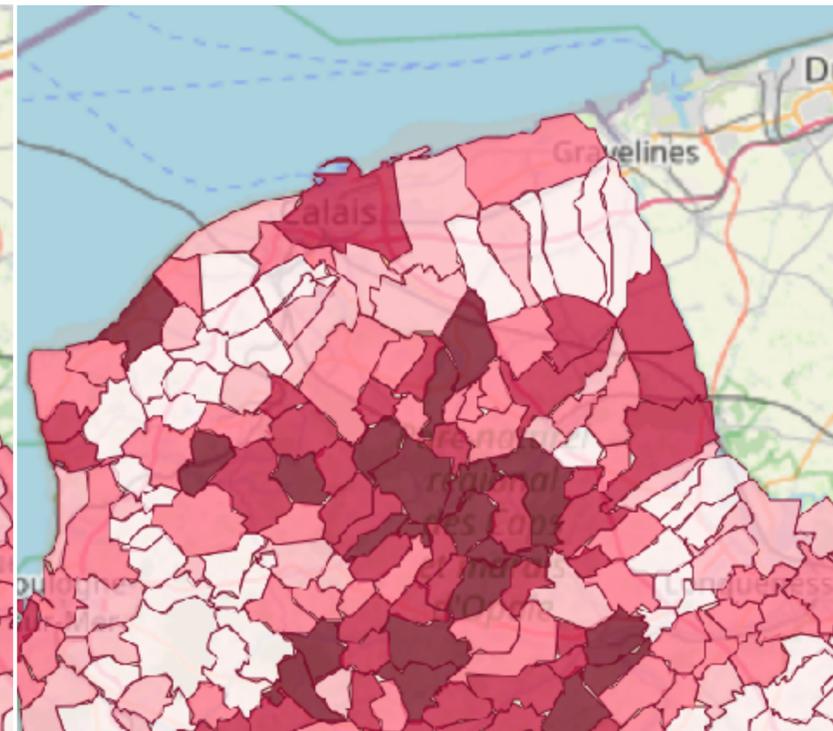
L'isolement social



Environnement alimentaire



Information alimentaire



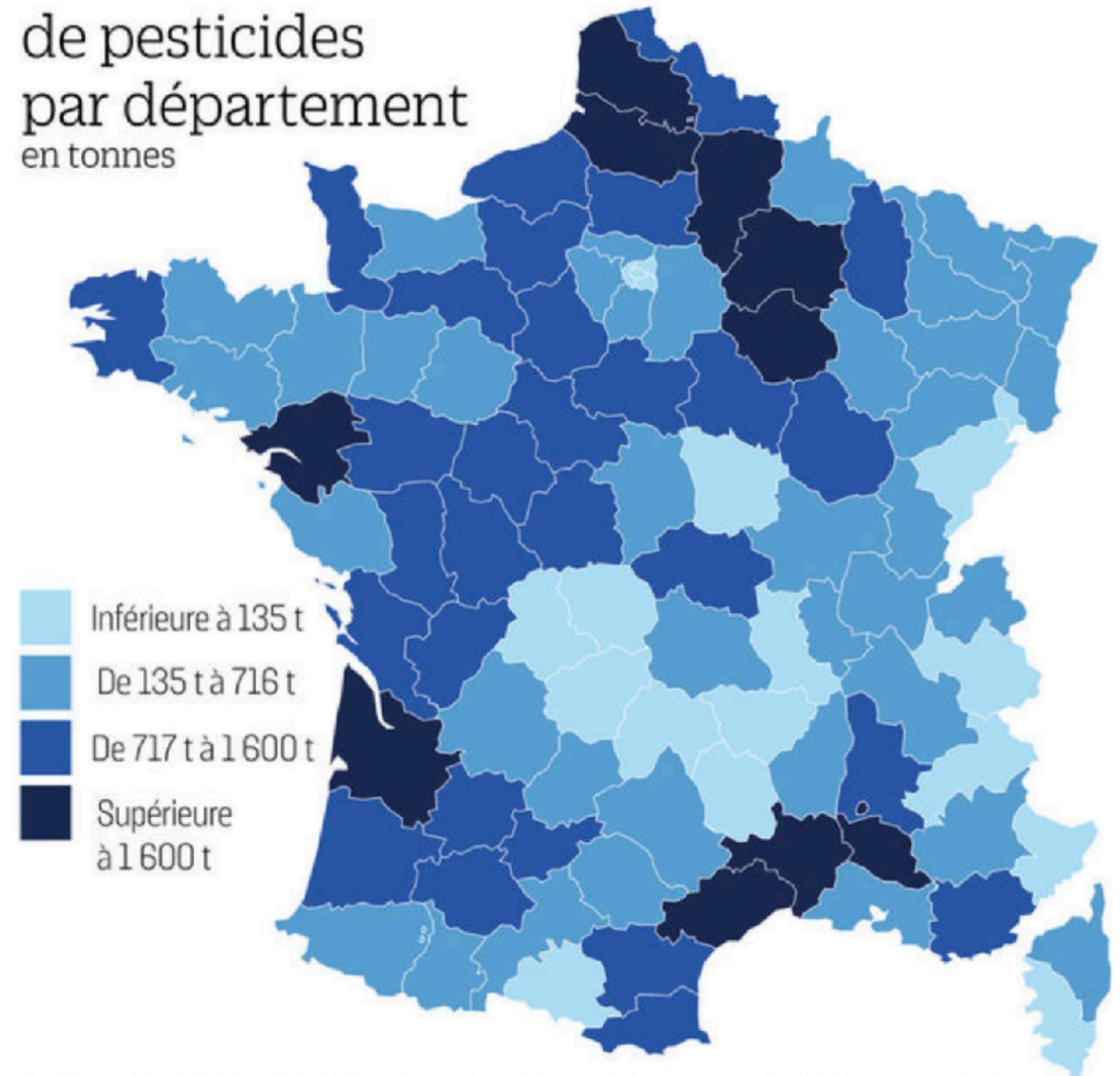
Une approche au cas par cas et basée sur l'aller vers est d'autant plus justifiée à la lecture de ces cartes qui ne révèlent véritablement pas de grande tendance, hormis sur Calais *intra muros* dont les caractéristiques se rapprochent de celles constatées dans le Bassin Minier.

3- Agriculture et environnement

Les pesticides

Sans grande surprise, le Pas-de-Calais, dont le contexte pédo climatique est très favorable aux grandes cultures tournées vers l'export, est particulièrement concerné par les risques inhérents aux pollutions agricoles.

Vente de substances actives de pesticides par département en tonnes



SOURCE : AFB / INERIS / BNV-D / GÉNÉRATIONS FUTURES

CELLULE DATA, LP/INFOGRAPHIE.

Les fréquences de traitement

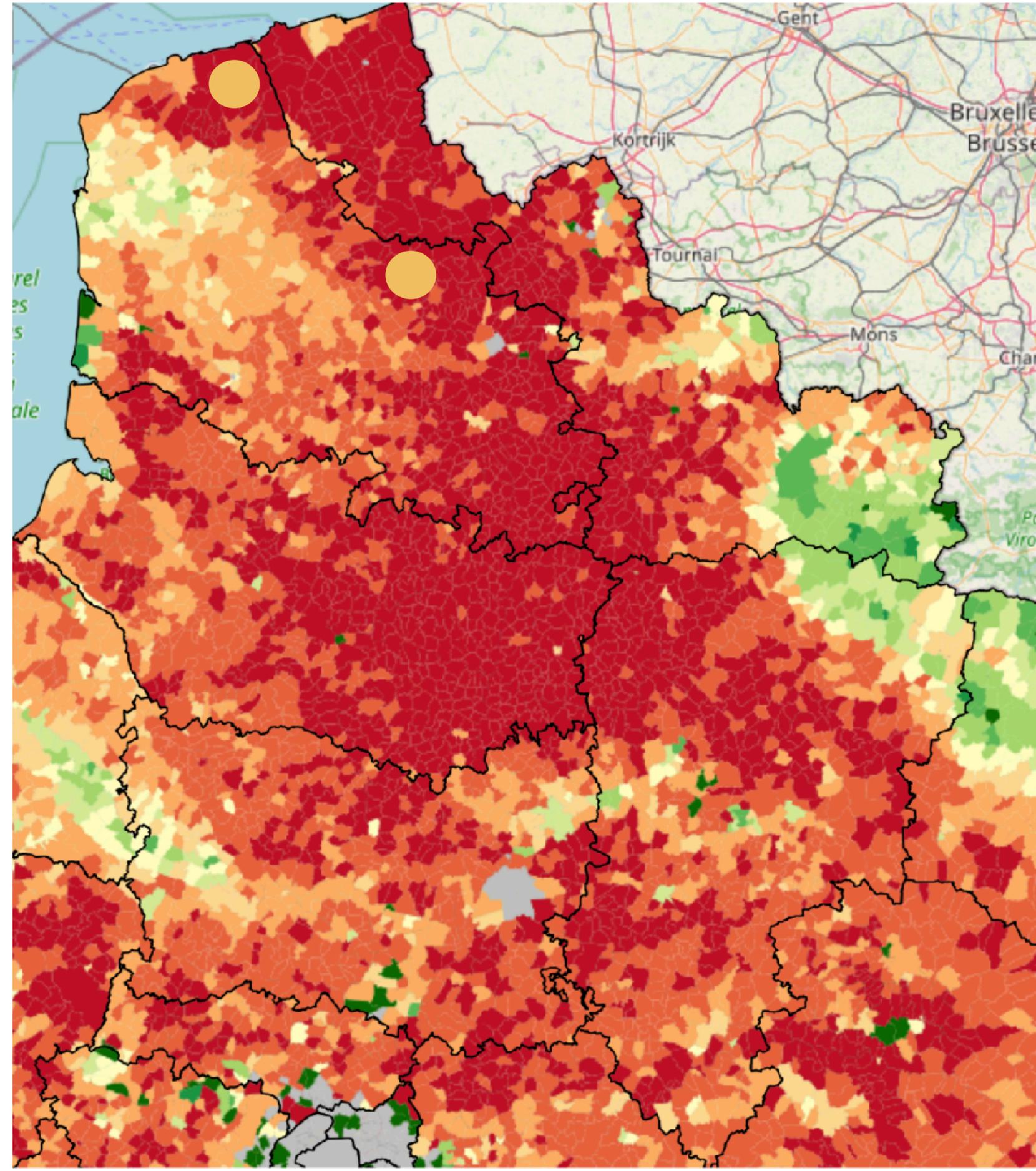
Zoom par commune

En libre accès sur le site Solagro.org, une carte interactive permet d'obtenir les informations sur les indices de fréquence de traitement (IFT) sur les surfaces agricoles locales.

Quand la commune apparaît en rouge foncé, le recours aux pesticides est élevé. A l'inverse, si elle est de couleur vert foncé, l'utilisation des produits phytosanitaires y est très faible.

Au niveau national, les zones les plus rouges sont situées chez nous dans les bassins céréaliers du nord de la France, ainsi que les zones de viticulture de la région bordelaise et du Sud-Est. Cela s'explique par « un assolement peu diversifié » (alternance de cultures) et « des pratiques agricoles plus intensives ».

Nos territoires d'intervention sont une fois encore concernés.



4 - Les actions menées

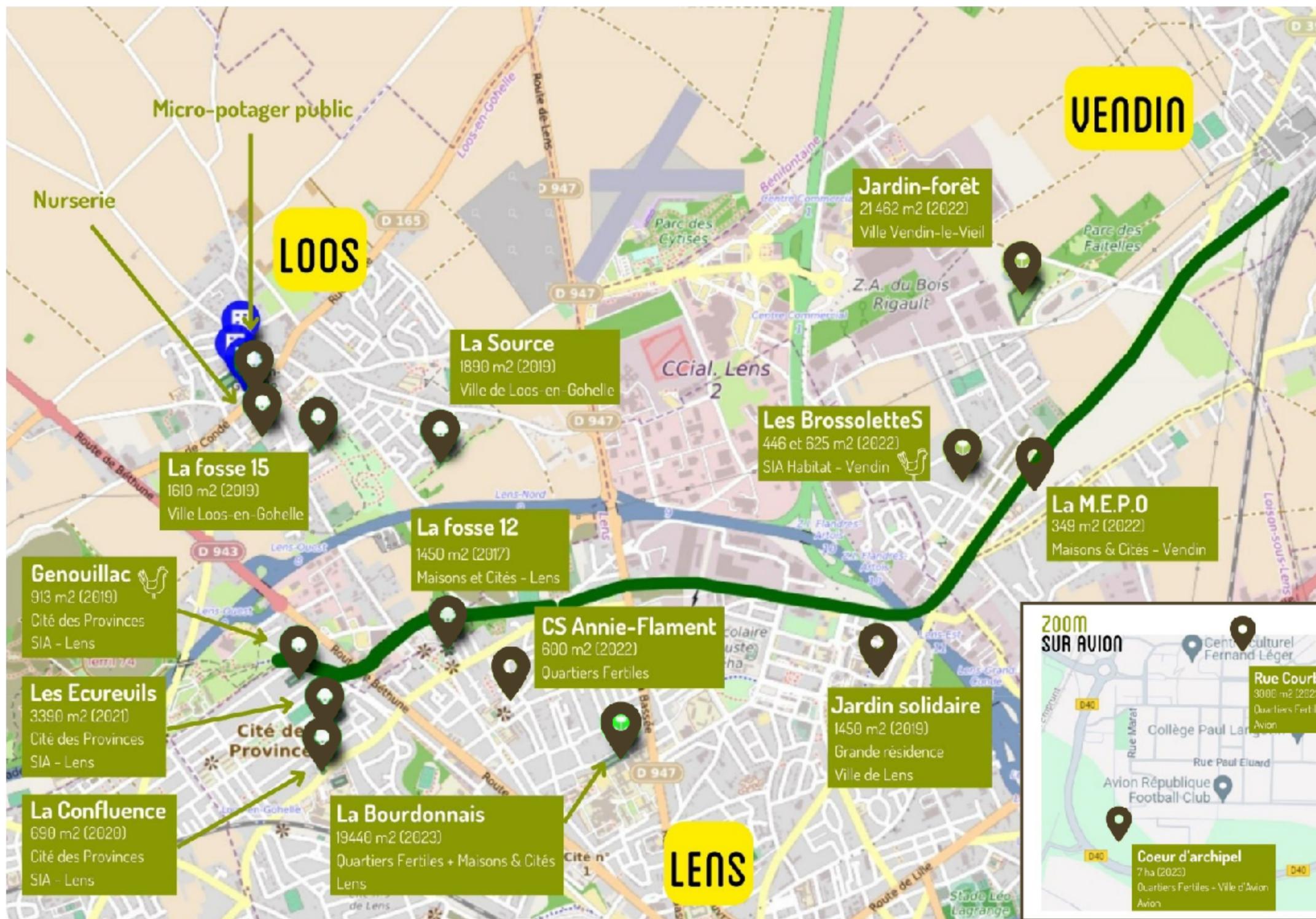
Plus de terres...

Avec l'Archipel nourricier

“L'Archipel nourricier situé sur 13 Ha dans le Calaisis et proposé par les Anges Gardins depuis 2018, en une quinzaine de sites convertis sur Lens-Liévin pour un total de 15 Hectares, poursuit 4 axes qui en constituent l'approche systémique :

- Renforcer la protection alimentaire du territoire, particulièrement pour subvenir aux besoins des personnes en difficulté sociale et à leur santé ;
- Prévenir les changements climatiques et leur impact sur la qualité de vie et quant aux modes d'intervention sur les sites de production végétale ;
- Renforcer la trame écologique ;
- Créer de nouveaux emplois de la transition adaptés à des profils ne pouvant pas prétendre à de hauts niveaux de qualification.





L'Archipel nourricier dans le Bassin minier ...EN CARTE

- Locaux occupés par l'association
- Terrains de l'Archipel nourricier



Plus de ressources...

Avec les places à vivres

Menadel est une invitation, partant d'un point de ralliement, à faire société à partir de cette question essentielle, l'alimentation, dont nous restons réellement dépossédés.

Pour le bien vivre alimentaire, la santé, une relation à la nature apaisée, une éducation utile à la vie, l'utilisation modérée des ressources, l'engagement, le « pouvoir de faire », ces lieux d'intermédiation et de ressources, que nous qualifions de « places à vivres », apportent leur part de réponses résilientes sur chaque territoire en tension.

Le système permet aux personnes, moyennant leur contribution à un dispositif d'échange de services, d'accéder à des produits alimentaires et à de multiples rendez-vous pour améliorer leurs conditions de vie.

Les actions volontaires de la communauté pour l'intérêt social donnent lieu à des contreparties fléchées sur des formes de consommation et d'usage vertueux.

A partir d'une « place forte » à Loos-en-Gohelle, le lieu s'est démultiplié dans 5 QPV/NPRU (les "places à vivres hors les murs"). Un système d'alliances couvrant le département en places à vivres est en perspective et une diffusion nationale via le lab Cocagne s'est opérée (Programme Territoires à vivres).



Plus de d'engagement...

Avec la Manne et les chantiers coopératifs



Il s'agit d'engager les habitants dans des actions d'autonomie alimentaire du territoire, par la création, ensemble, de "l'archipel nourricier" par le biais de chantiers coopératifs ouvrant droit à des contreparties, via la Manne.

Création originale des Anges Gardins, la MANNE, Monnaie d'une Autre Nature pour de Nouveaux Échanges, valorise ici tout ce qui n'a pas de prix.: l'engagement, l'émancipation, la sécurité alimentaire, le respect du vivant... Elle régit les échanges et permet aux membres d'accéder à des animations et des contreparties, notamment en faveur d'une alimentation locale et durable

Les chantiers coopératif ont 2 vertus :

- Permettre à la communauté de contribuer concrètement à une action d'intérêt social ouvrant droit à des contreparties facilitant l'accès à des services et produits
- Créer des bases avancées hors les murs (les chantiers coopératifs constituent une excellente base de départ pour l'appropriation des lieux par les participants) dans les QPV (les sites de l'archipel y sont situés pour la plupart).

Environ 20 chantiers coopératifs par an sont programmés sur 5 sites QPV.



Plus de pouvoir d'agir

Avec la CALIEN

Les Anges Gardins lancent l'opération "Caisse que c'est bon !".

Le but ? Créer les premières Caisses de l'Alimentation et de l'Engagement afin de permettre à chacun de mieux se nourrir tout en favorisant une agriculture locale et durable, en logique circulaire, en accord avec les enjeux climatiques et sobre en consommation de ressources.

Le principe est simple, chaque personne cotise selon ses possibilités : en MANNE, (voir action précédente) ou en Euros pour les foyers volontaires. On obtient de la MANNE en participant à des chantiers coopératifs sur l'un de nos 2 sites, sur le Bassin minier et le littoral Côte d'Opale.

Les Caisses de l'Alimentation Locale et de l'Engagement offrent accès à des produits locaux et durables. Elles s'appuient sur la nécessité de revenir à des formes d'organisation circulaire et des enjeux de proximité. Chacun est concerné : habitants, producteurs, distributeurs... Les caisses sont principalement gérées par un collectif citoyen qui participe à la sélection des produits, à la détermination du taux de cotisation, à la gestion du fonctionnement.

Au-delà d'un meilleur accès à l'alimentation, l'opération "Caisse que c'est bon !" est un nouvel espace d'action pour s'engager dans la transition vers un développement durable. Un espace où chacun participe et fait vivre le projet, en encourageant une économie plus écologique et solidaire.

*Le comité de gestion de La CALIEN
en coeur de Bassin Minier*



Plus de coopérations

Le projet OCEANS 12

Le projet visant l'Organisation d'une Chaîne des Archipels Nourriciers Solidarisés » entend créer, à une taille intermédiaire entre celle des bassins de vie et celle plus institutionnelle des Régions, une échelle d'intervention et d'action concernant cette grande fonctionnalité de la vie : le Bien Vivre et la Sécurité Alimentaires.

Cette échelle est dénommée « Bassin d'activités fonctionnel ».
Si les « bassins de vie » apparaissent comme une échelle territoriale adaptée aux enjeux de la coopération liés à la proximité et à la confiance entre acteurs, nécessaires à la coopération, elle apparaît trop limitée pour déterminer une alternative réelle à une alimentation encore dépendante de l'agriculture industrielle comme de sa globalisation.

Le consortium que nous avons constitué pour ce faire couvre une aire de démonstration d'1 500 000 habitants, comptant près de 400 000 résidents en situation de pauvreté sur 12 bassins de vie (région de Charleroi comprise) parmi les plus socialement impactés par l'industrie traditionnelle.

